

# FINLANDE

## FINLANDE

Assemblée annuelle de la BERD, Sarajevo, 8–9 mai 2019

### DÉCLARATION DE M. MARKKU KEINÄNEN, GOUVERNEUR SUPPLÉANT REPRÉSENTANT LA FINLANDE

Depuis 1996, la BERD, en collaboration avec ses partenaires, soutient la région des Balkans et la Bosnie-Herzégovine. Cette mission a produit des résultats admirables. La BERD doit poursuivre ses efforts pour aider la région à reconstruire et développer ses économies.

Nous considérons que la priorité accordée par la Banque à la région des Balkans est très pertinente, compte tenu des expériences que nous avons vécues ces dernières décennies dans la région nordique et baltique. La communication et la coopération avec nos pays voisins nous ont apporté des avantages considérables. L'objectif de la coopération est de rendre attrayants la vie, le travail et les affaires dans la région et de mettre en avant une image de ces pays en tant que marché et intervenants plus importants sur le plan international. Les pays nordiques coopèrent dans de nombreux domaines : l'énergie, l'environnement, l'éducation et la recherche.

À l'issue de l'Examen stratégique, la Finlande accueille avec satisfaction un de ses premiers résultats, à savoir les dispositions prises dans le Plan de mise en œuvre de la stratégie 2019-21, adopté en décembre 2018, visant à améliorer l'impact sur la transition de la Banque dans ses pays d'opérations. La BERD devrait œuvrer à améliorer son impact dans ses pays d'opérations présentant les écarts de transition les plus marqués. Dans le même temps, alors que l'Europe centrale et orientale continue de se développer et de gagner en maturité, nous devons reconnaître les défis majeurs liés tout particulièrement aux effets conjugués de la croissance démographique et du changement climatique sur l'Afrique, ainsi que le rôle potentiel que pourra jouer la Banque à l'avenir.

La Banque doit continuer de se concentrer sur ses points forts, notamment sa forte présence au niveau local et l'accent sur le développement d'un secteur privé solide. Les conclusions de l'Examen stratégique reflètent bien ces priorités. Chacune des quatre priorités est nécessaire pour mener à bien le mandat de la BERD. La Banque peut jouer un rôle moteur pour les investissements privés en consacrant plus particulièrement ses activités au renforcement des marchés d'actions et en réduisant les obstacles à l'entrée de nouveaux investisseurs privés sur les marchés frontières.

La Banque doit poursuivre tous les efforts qu'elle mobilise pour identifier des opportunités commerciales supplémentaires afin de faire face aux besoins de transition en constante évolution. Encouragée par les résultats positifs de la coopération en Asie centrale, la Finlande accueille avec intérêt la volonté de la Banque d'étendre ses activités dans de nouveaux pays de la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED).

Les banques multilatérales de développement (BMD) ont des atouts et des modèles opérationnels différents, et doivent donc opérer en tant que système, de manière coordonnée et complémentaire. Dans cet écosystème du financement du développement, les axes de travail de la Banque doivent refléter son objectif de générer une valeur ajoutée maximale tout en respectant ses principes fondamentaux de saine gestion bancaire, d'impact sur la transition et d'additionnalité. Dans cette perspective, nous sommes très satisfaits que l'Étude de préfaisabilité examine le rôle unique de la BERD en tant que partie intégrante d'un système des BMD en évolution.

La Finlande se réjouit à la perspective des prochaines discussions sur la future stratégie de la Banque, qui s'inscrit dans une architecture financière européenne et mondiale. Toutes les BMD doivent agir efficacement, en formant des partenariats stratégiques forts. À cet égard, nous sommes

très satisfaits du renforcement de la coopération entre la BEI et la BERD. Nous attendons avec intérêt les conclusions du Groupe des sages. La Finlande se tient prête à promouvoir activement les discussions sur les politiques dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Union européenne à l'automne 2019, dans l'optique de rendre le système plus efficace, transparent et politiquement pertinent pour ses actionnaires.

La Finlande note que le prochain Cadre stratégique et capitalistique a pour objectif de continuer à préserver et à accélérer la transition. Dans le cadre de la préparation de cette stratégie, une réflexion doit être menée sur l'utilisation efficace des ressources et des capacités actuelles de la Banque, et sur la valeur ajoutée qu'il est possible de générer par rapport aux autres IFI, afin de mettre au point des solutions optimales et d'éviter les chevauchements d'activités.

Le financement de la lutte contre le changement climatique est désormais un domaine d'action stratégique clé pour les BMD, les impacts du changement climatique devenant plus visibles. Dans le cadre de l'accélération d'une transition faiblement carbonée, notamment via des infrastructures durables, la Finlande remarque que la Banque cherche à apporter une valeur ajoutée dans le financement climatique privé. La Finlande encourage la Banque à étendre et à approfondir son action dans ce secteur dans ses pays d'opérations. La Banque est bien placée pour promouvoir des politiques locales et régionales visant à réduire de manière équilibrée les émissions et les subventions en rapport avec les combustibles fossiles.

Dans le cadre de sa promotion des villes durables et intelligentes, la Finlande note que, par rapport aux autres IFI, la Banque apporte une valeur ajoutée, en associant à des financements infrasouverains un dialogue sur les politiques à mettre en œuvre et le renforcement des capacités, et en contribuant à mobiliser les investissements privés, en employant à cet égard des méthodologies innovantes. Concernant l'objectif d'utiliser et de déployer de nouvelles technologies, nous remarquons que la bonne gouvernance est un élément essentiel de la réussite des efforts de transition. Dans ce contexte, la Banque peut contribuer à générer de bons résultats en matière de transition en influant sur la gouvernance économique tant au niveau sectoriel qu'à l'échelon de l'entreprise.